



PUBLIE LE

17 OCT. 2025

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 2 OCTOBRE 2025

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

24 SIGNATURE D'UN AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'INTERVENTIONS AVEC L'E.P.F. DE NORMANDIE SUR L'OPERATION « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL »**PRESENTS** : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVOY, M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE (représentée par Mme Christine de CINTRE après son départ de la séance à 16 h 56), M. Manuel LABBE, Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW (représenté par M. Abdelkrim MARCHANI après son départ de la séance à 17 h 16), Mme Elizabeth LABAYE, M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZULI, Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY, M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO, M. Jean DE BEIR, M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNEX (représentée par M. Jean DE BEIR jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 25), M. Kader FEHIM (représenté par M. Kader CHEKHEMANI après son départ de la séance à 14 h 52), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par Mme Régine GOMIS jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 51), Mme Claire GUEVILLE, M. Stéphane MARTOT, Mme Marie FOUQUET, Mme Christine de CINTRE, M. Abdelkrim MARCHANI, M. Thibaut DROUET (représenté par Mme Sarah VAUZELLE après son départ de la séance à 15 h 56), Mme Zohra AMIMI, Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (jusqu'à son départ de la séance à 15 h 51), M. Adrien NAIZET, M. Samuel de GENTIL-BAICHIS, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI (à partir de 14 h 20), M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (à partir de 15 h 33), M. Bruno DEVAUX, Mme Hayet ZERGUI, M. Pierre-Antoine PRIMONT, Mme Marine CARON, Mme Marie BERRUBÉ, Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS, Mme Régine GOMIS, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : Mme Laura SLIMANI (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVOY), M. Frédéric MARCHAND (représenté par Mme Fatima EL KHILI), M. Cyrille MOREAU (représenté par M. Stéphane MARTOT), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAIZET), Mme Marie DESBORDES (représentée par M. Matthieu de MONTCHALIN), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Manuel LABBE), M. Nicolas LEVARAY (représenté par M. Samuel de GENTIL-BAICHIS).

ABSENTS : Mme Marie ATINAULT, Mme Sophie CARPENTIER, M. Guillaume CHAROULET.

VILLE DE ROUEN
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 2 OCTOBRE 2025
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

24 SIGNATURE D'UN AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'INTERVENTIONS AVEC L'E.P.F. DE NORMANDIE SUR L'OPERATION « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL »

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du 6 février 2025, le conseil municipal a approuvé la signature d'une convention d'interventions concernant l'opération « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL » avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie (E.P.F. Normandie).

Cette convention d'interventions, signée le 5 mai 2025, vient se substituer, pour cette seule opération, au Programme d'Action Foncière (P.A.F.) précédemment intervenu entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie. Elle porte à ce stade uniquement sur la maîtrise foncière (acquisition et portage) des biens inclus dans le périmètre d'intervention, dont elle encadre les modalités.

La Ville de Rouen porte sur ce secteur un projet de reconversion en vue d'y réaliser un programme mixte proposant de l'habitat selon une programmation conforme au Programme Local de l'Habitat en mettant l'accent sur des logements en accession à la propriété, un projet d'habitat participatif, des commerces de proximité et des services.

Afin de préciser la faisabilité, technique comme financière, de ce projet, il est proposé de solliciter l'E.P.F. Normandie sur le volet Etudes qu'il propose en accompagnement des collectivités partenaires.

A ce stade, une « Etude flash » permettrait d'établir de premiers scénarii d'aménagement sur la base des programmations et usages envisagés. Ce format d'étude engage la mobilisation d'un bureau d'études structure qui pourra sur la base d'une analyse visuelle, travailler des hypothèses de réutilisation au moins partielle des bâtiments en présence.

Il est précisé que le coût d'une telle étude est intégralement pris en charge par l'E.P.F. Normandie.

La convention d'interventions visant à définir, pour chaque projet, un cadre unique d'intervention de l'E.P.F. Normandie pour le compte de la Collectivité (Etudes, Foncier, Travaux), il convient par conséquent d'intégrer ce volet « Etude flash » dans un avenant à la convention initiale signée le 5 mai 2025.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir approuver l'intégration d'un volet « Etude flash » dans la convention d'interventions relatives à l'opération « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL », et d'autoriser la signature de l'avenant n°1 correspondant entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie, dont le projet est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport de Mme Fatima EL KHILI, Adjointe,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2241-1 et L.2121-29 ;

- La convention d'interventions signée le 5 mai 2025 entre la Ville de Rouen l'E.P.F. Normandie, relative à l'opération « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL », venant se substituer, pour cette seule opération, au Programme d'Action Foncière (P.A.F.) précédemment intervenu entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie,

- Le projet d'avenant n° 1 à la convention d'interventions avec l'E.P.F. Normandie, annexé à la présente délibération,

CONSIDERANT :

- Que par délibération du conseil municipal du 6 février 2025, la Ville de Rouen a approuvé la signature d'une convention d'interventions concernant l'opération « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL » avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie (E.P.F. Normandie),

- Que ladite convention, signée le 5 mai 2025, vient se substituer, pour cette seule opération, au Programme d'Action Foncière (P.A.F.) précédemment intervenu entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie,

- Que cette convention ne porte à ce stade que sur la maîtrise foncière (acquisition et portage) des biens inclus dans le périmètre d'intervention,

- Que l'élaboration du projet porté par la Ville de Rouen sur le « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL » requiert une phase d'études permettant de définir la faisabilité technique et financière de plusieurs scénarios,

- Que ces études peuvent être réalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'E.P.F. Normandie au titre de l'accompagnement proposé aux collectivités partenaires,

- Qu'une étude flash, dont le coût serait intégralement pris en charge par l'E.P.F. Normandie, permettrait d'établir de premiers scénarii d'aménagement, en mobilisant un bureau d'études structure qui pourra, sur la base d'une analyse visuelle, travailler des hypothèses de réutilisation au moins partielle des bâtiments en présence,

- Que l'intégration de ce volet « Etude flash » dans la convention d'interventions doit être formalisée par la signature d'un avenant n° 1 à ladite convention,

APRES EN AVOIR DELIBERE :

1.- approuve les termes de l'avenant n° 1 à la convention d'interventions, ci-annexé, à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie concernant l'opération « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL »,

2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer ledit avenant n° 1 à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie,

M. le Maire indique que Mme El KHILI et lui-même ne prennent part au vote.

La délibération votée à 17 h 31 est adoptée à l'unanimité des votants.

Fait à Rouen, en l'hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,
Le Maire de Rouen

suivent les signatures,

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

De même, en cas de recours, ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

